



ENTRETIEN AVEC... KOSTAS SKORDOULIS

GRECE

UNIVERSITES : DEUX ANNEES DE MOBILISATION



Kostas Skordoulis. professeur de Physique et d'Épistémologie au département des Sciences de l'Éducation de l'Université d'Athènes, militant du courant de la gauche radicale, fait le point pour l'EE sur la mobilisation dans le supérieur depuis bientôt deux ans. Un mouvement dont la combativité et les formes de mobilisations – durement réprimées par le gouvernement de droite – vont marquer toute une nouvelle génération militante.

► EE : Quelles sont les raisons des mobilisations ?

Kostas Skordoulis: Ces deux dernières années, nous avons vécu un très grand mouvement étudiant et enseignant contre les réformes néo-libérales dans l'Éducation projetées par le gouvernement de droite, notamment la privatisation des universités publiques, afin que le troisième cycle devienne le privilège de ceux qui peuvent payer. Une réforme au détriment des couches populaires qui ne pourraient pas assumer le coût des études de leurs enfants. C'est d'ailleurs un axe politique de l'Union européenne : le lien de l'éducation et la recherche avec le marché et l'entreprise a pour but de faire prendre en charge le coût de la production des services-marchandises dans les universités et les centres de recherche en augmentant les gains du secteur privé. Ceci signifie la fin de l'Université classique issue de l'esprit des Lumières et son remplacement par une université contrôlée par les grosses entreprises multinationales. C'est pour s'opposer à une telle perspective que le mouvement radical des enseignants, en alliance avec le mouvement radical des étudiants, a engagé une lutte qui dure depuis deux ans.

► EE : Qui est à l'initiative chez les enseignants ?

KS : C'est le syndicat des enseignants du supérieur, le POSDEP, avec son regroupement interne majoritaire, le courant de la gauche radicale, *Syspirosi* (Coalition), regroupant des enseignants de différentes forces : le *Synaspismos*, une large partie du courant maoïste, des trotskystes, des althussériens, mais aussi de nombreux inorganisés. Pendant ces deux années, le syndicat a affronté les accusations du gouvernement sur son intransigeance, la violence policière ainsi que les accusations mensongères d'une grande partie des médias. A un moment de la mobilisation, une partie de la *Syspirosi* s'est retiré du regroupement et a entrepris de discuter avec la direction du MEN et d'accuser publiquement la direction de POSDEP ! Bien sûr, cette manœuvre a été mise en avant par les médias, dans l'intention d'ébranler la confiance des

enseignants dans leur syndicat.

POSDEP a eu comme stratégie de construire un « Front de l'Éducation » en coopérant avec les étudiants mais aussi avec les enseignants du 1^{er} et du 2nd degré. Il a voulu aussi convaincre l'opinion que la lutte en cours ne concernait pas que les stricts intérêts des enseignants universitaires mais bien toute la société et que la restructuration néo-libérale de l'université est un élément d'une attaque plus générale contre les acquis des travailleurs, contre le droit au travail, contre la sécurité sociale...

► EE : Quelles phases ont été importantes dans cette bataille ?

KS : Le plus grand succès des mobilisations, c'est que la direction du PASOK (le PS grec) a dû changer d'orientation et de politique et ne pas voter la révision du fameux article 16 de la constitution qui garantit le monopole public de l'enseignement supérieur, dont la révision ouvrait la voie à la création d'universités privées. Une telle révision exige une majorité parlementaire de 70 % dont ne disposait pas à lui tout seul le gouvernement, qui avait donc besoin du vote des députés du PASOK. Ce qui ne s'est pas produit : la tendance étudiante du PASOK était contre les facs privées, et des membres du PASOK ont organisé au niveau national une grande initiative contre la révision de l'article 16, en laissant planer des menaces sur l'avenir du parti pour les élections à venir.

► EE : Quels ont été les effets des tentatives de déstabilisation syndicale ?

KS : POSDEP a tenu son congrès national pendant les mobilisations, avec une très forte participation. Le plus massif de tous les congrès de travailleurs de ces dernières années. Et les votes ont montré clairement que 40 % du secteur approuvait l'orientation de *Syspirosi* dont la tactique a d'ailleurs eu pour effet que le courant du KKE (PC grec, environ 20 % des voix) a suivi lui aussi une politique d'opposition au projet de loi.

► EE : Et maintenant ?

KS : Le gouvernement a fait passer en mars une loi (nombre d'années d'études autorisé, financement des facs), malgré l'avis de la commission parlementaire jugeant plusieurs articles contraires à la constitution. POSDEP va engager des procédures juridiques sur l'inconstitutionnalité de cette loi votée à la hâte. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
MONIQUE MIGNEAU